

Je suis heureux de pouvoir vous faire part des progrès réalisés dans l'amorce du dialogue entre pays industrialisés et en développement à la Conférence sur la coopération économique internationale. Lors des deux réunions auxquelles j'ai participé à Paris en qualité de coprésident de la Conférence, j'ai eu le plaisir de travailler avec mon homologue, M. Manuel Perez Guerrero, ministre d'Etat du Venezuela aux Affaires économiques internationales. Notre collaboration est étroite depuis le début et j'aimerais rendre ici hommage à sa sagesse, à ses connaissances ainsi qu'à son discernement.

La Conférence sur la coopération économique internationale constitue une innovation en diplomatie internationale. Elle rassemble 27 participants: 19 pays en développement et huit pays industrialisés, dont la Communauté européenne. Des pays en développement, sept font partie de l'OPEP, tandis que les douze autres sont des pays importateurs de pétrole. On a ainsi voulu que les membres de la Conférence soient représentatifs des intérêts de la communauté internationale. Il faut évidemment faire abstraction de l'Europe de l'Est et de la Chine qui ne participent pas à la Conférence.

L'utilisation de coprésidents des deux groupes pour diriger la Conférence et ses commissions est une innovation dans ce genre de conférence. Le choix de membres représentatifs, bien qu'en nombre restreint, est une garantie que tout consensus obtenu à la Conférence est largement acceptable à la communauté internationale. Un tel choix permettra peut-être aussi de remplacer les discussions, fortement politisées et souvent stériles, sur les problèmes économiques internationaux par un examen pragmatique et systématique des questions complexes que la rhétorique ne peut résoudre. La limitation du nombre de participants peut aussi favoriser une meilleure compréhension et, par conséquent, une approche plus directe de problèmes bien définis.

Les influences diverses qui ont façonné cette Conférence se reflètent d'ailleurs dans ses caractéristiques. D'abord, une réaction devant le quadruplement des prix du pétrole à la fin de 1973, l'initiative s'est transformée au cours des deux années suivantes en une conférence mandatée pour étudier, outre les problèmes liés à l'énergie, bon nombre des grands problèmes économiques mondiaux. La Conférence se penchera sans aucun doute sur la transformation du système économique mondial réclamée par les pays en développement aux Nations Unies. Depuis les premières retombées du renchérissement pétrolier, le Canada s'est fait l'avocat d'un tel dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs et a insisté tout particulièrement pour qu'on y invite les "victimes innocentes", que sont les pays en développement les plus durement touchés. Je suis donc très heureux qu'on puisse véritablement parler de la Conférence comme d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement, entre producteurs et consommateurs de pétrole et autres matières premières.